EN SAVOIR PLUS:

Découvrir les multiples facettes du secteur communautaire québécois

COCo
Centre des organismes communautaires
Centre for community organizations

CC BY NC ND

2012

SOMMAIRE EXÉCUTIF

SOMMAIRE

Le Centre des organismes communautaires (COCo) a débuté le projet de recherche-action communautaire « En savoir plus : Découvrir les multiples facettes du secteur communautaire québécois » en octobre 2008 afin d'avoir une meilleure compréhension de la diversité des organisations qui travaillent pour le changement social au Québec. L'étude, financée et soutenue par le Secrétariat à l'Action Communautaire Autonome et aux Initiatives Sociales (SACAIS), avait pour but d'étudier les groupes communautaires ethno-culturels, bilingues et anglophones au Québec sur une période de 3 ans. Ce travail de recherche a été mené entre 2009 et 2012.

CONTEXTE

Depuis sa création en 2000, le COCo a identifié des tendances parmi les membre de son réseau : les « groupes communautaires anglophones, bilingues et ethno-culturels »[1]. Grâce à son travail avec environ 400 groupes par an, le COCo a senti que ces groupes étaient plus variés quant à leurs services et programmes, moins connectés aux réseaux officiels et travaillaient avec moins de financements gouvernementaux que leurs homologues francophones. Bien que toutes ces organisations ne veuillent pas être connectées aux réseaux officiels ou être financés par le gouvernement, certaines le souhaitent. Après avoir organisé deux forums sur le financement gouvernemental, il a paru évident au COCo que la plupart des groupes connaissaient peu le SACAIS, les financements publics québécois ou le système de réseau officiel qui existe entre les organisations communautaires au Québec. Des discussions entre le COCo et les représentants du SACAIS ont permis d'identifier un besoin de mieux connaitre la réalité des groupes ethno-culturels, bilingues et anglophones, ce qui a été l'objet de recherche de **En savoir plus**.

1 *"ethno-cultural, bilingual and English-speaking community groups", Blumel & Ravensbergen, 2011, p. 2*

L'ÉTUDE

Objectifs de recherche[2]

- **Localiser les groupes communautaires ethnoculturels, bilingues et anglophones**
- **Faire le portrait et avoir une meilleure connaissance de ces groupes communautaires qui travaillent au Québec.**
- **Identifier les caractéristiques et profils dominants quant à la reconnaissance des groupes par le gouvernement québécois, et les types d'activités et structures de ces groupes**
- **Émettre et mettre à l'épreuve des hypothèses sur les raisons pour lesquelles ces groupes sont marginalisés ou discriminés**
- **Proposer des stratégies pour encourager la reconnaissance et l'intégration de ces groupes dans le milieu communautaire francophone**

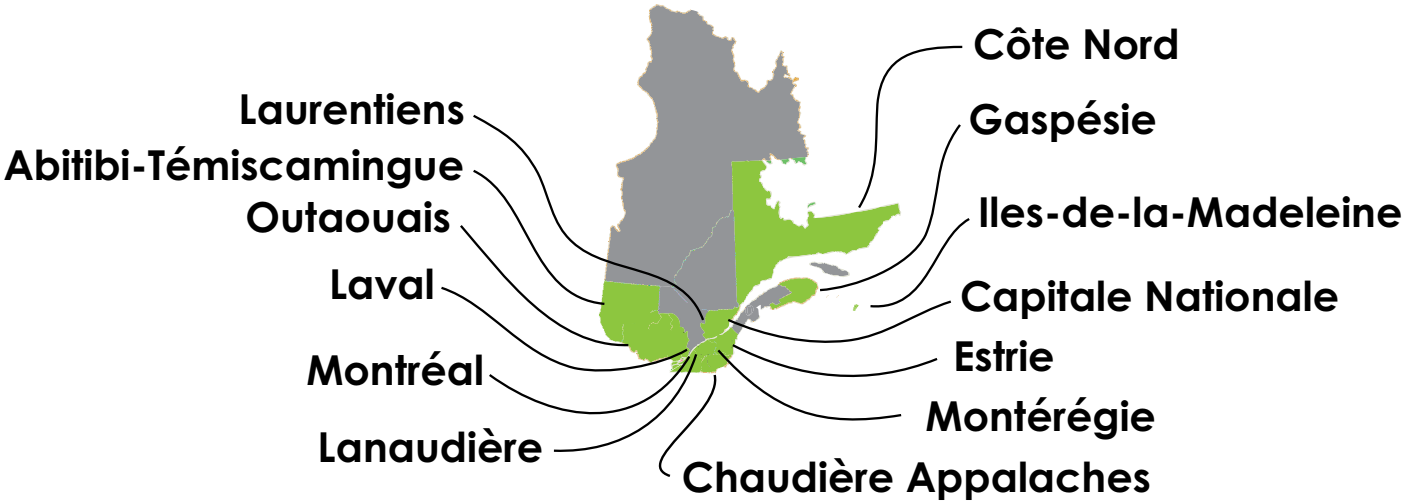
La méthodologie : une approche de type recherche-action communautaire

COCo a décidé qu'une approche de type recherche-action communautaire (*CBAR*) permettrait de refléter son désir de changement dans la relation entre les groupes communautaires bilingues, ethno-culturels et anglophones et le gouvernement québécois. Ceci implique un engagement significatif des participants dans toutes les phases de la recherche (Reason & Bradbury, 2006; Jordan, 2003).

Dans l'esprit de l'approche de recherche-action, un questionnaire a été développé, testé et analysé avec les publics interrogés, c'est à dire les organisations leader du milieu anglophone, le financeur de la recherche (le SACAIS) et Deena White, chercheuse à l'Université de Montréal, auteure d'une évaluation de la *Politique de reconnaissance*. Les questions de ce sondage auto-déclaratif portaient sur les éléments suivants : régions dans lesquelles les groupes étaient actifs, informations démographiques sur les groupes, capacités langagières du groupe, statut légal, sources de financements, admissibilité à l'affiliation au réseau et au financement à la mission globale du gouvernement du Québec.

2 Bien que n'étant pas l'un des buts premiers de l'étude, un objectif qui a émergé en cours de recherche a été de collaborer avec les groupes communautaires francophones qui rencontraient également des problèmes d'exclusion (Metivier, 2011; RIOCM, 2008; White, 2008), afin de sensibiliser les décisionnaires gouvernementaux et de promouvoir des changements à la Politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire (une politique créée par le gouvernement du Québec pour apporter soutien et reconnaissance au secteur communautaire, principalement par l'attribution d'un financement de base qui couvre les salaires de base, le loyer et les activités premières permettant de remplir la mission de l'organisation) ou sa mise en œuvre.

Le sondage a été lancé dans les régions du Québec où sont présents des groupes ethno-culturels, bilingues et anglophones. Le questionnaire a été développé grâce à l'outil de sondage en ligne, Survey Monkey. Au total, des groupes de 14 régions ont participé au sondage : Montréal, Laval, l'Estrie, l'Outaouais, les Laurentides, Lanaudière, l'Abitibi-Témiscamingue, la Capitale-Nationale, la Montérégie, la Côte-Nord, les Iles de la Madeleine, la Gaspésie et Chaudière Appalaches (les groupes actifs sur tout le Québec sont considérés comme une région à part entière).



Dans le cadre de cette étude, des régions ont été dans certains cas réunies et dans d'autres cas, traitées séparément ; ceci afin refléter la façon dont les communautés anglophones s'identifient (par exemple, la Gaspésie et les Iles de la Madeleine ont été traitées séparément, bien qu'elles soient considérées comme une même région, car elles abritent deux communautés anglophones distinctes).

Le sondage a été lancé par mailing par le biais de la liste de diffusion du bulletin électronique du COCo en avril 2009 et a également été diffusé par d'autres réseaux. Cette approche d'échantillonnage aléatoire (McMillan, 2004) a été suivie, chaque année d'étude, par une approche plus ciblée où une liste spécifique de groupes communautaires a été établie et une série d'appels téléphoniques a été passée. Au total, près de 800 groupes communautaires ont été identifiés et 290 ont répondu au questionnaire.

RÉSULTATS

Régions où les groupes travaillent

Sur 290 groupes participants, un peu plus de la moitié des répondants (146 groupes) était de la région de Montréal. Une forte participation a aussi été remarquée dans les régions suivantes : Laval, la Capitale Nationale, l'Estrie, les Iles-de-la-Madeleine et l'Outaouais.

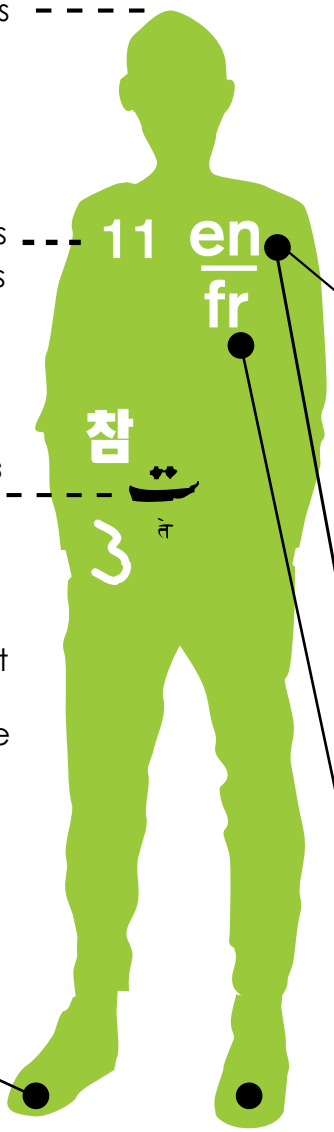
PROFILS DES GROUPES

Petits, la plupart des groupes ayant entre zéro et cinq employés à temps partiel ou temps plein (temps plein : 130 groupes sur 240, temps partiel : 113 groupes sur 231).

Existent depuis longtemps, la majorité des groupes existant depuis **11 ans** et plus (69 % ou 188 groupes sur 281).

Une minorité notable parmi les 290 groupes est en mesure d'offrir des services dans **des langues autres que l'anglais ou le français.** Parmi ces langues, il y a l'espagnol, les langues sud-asiatiques (tamoul, urdu, hindi), l'arabe, les dialectes des Philippines (tagalog et autres) et le créole. Plus du deux tiers de ces groupes travaillent dans la région de Montréal.

Les groupes desservent des populations largement diversifiées, répondent à plusieurs besoins sociaux différents et **engagent plusieurs secteurs d'activités.**



CAPACITÉS LINGUISTIQUES

L'information suivante résume les capacités linguistiques des groupes en anglais et en français

Un très haut pourcentage des groupes **utilise l'anglais comme langue principale** au travail : 40,2 % ou 114 groupes sur 283. 95 groupes (33,6 %) utilisent l'anglais et le français comme langues principales au travail et 65 groupes (23,0 %) utilisent le français comme langue principale au travail.

Les capacités linguistiques en anglais sont très fortes : 83 % ou 230 sur 277 groupes sont en mesure **d'offrir des services en anglais.**

Un pourcentage élevé de groupes semble avoir **un niveau de français oscillant entre le niveau fonctionnel et un niveau très bon** : 65,7 % ou 182 groupes sur 277 sont très équipés d'offrir des services en français alors que 28,2 % ou 78 groupes sont relativement capable de le faire.

Budget global annuel

Le budget global de la plupart des groupes est petit : 103 groupes sur 237 (43,5 %) ont un budget annuel inférieur à 100 000 $, alors que 53 groupes (22,4 %) ont un budget annuel entre 100 000 $ et 250 000 $. 33 groupes (13,9 %) n'ont aucun budget véritable et se composent principalement de bénévoles.

Financement : les sources autres que le gouvernement du Québec

Les groupes font appel à une grande variété de sources de financement, provenant autant de sources gouvernementales que non-gouvernementales, comprenant le gouvernement fédéral, les fondations, l'auto-financement, les tarifs pour les produits et services, les municipalités et le soutien sous forme de participation. Toutefois, puisque le sondage ne posait pas la question de la proportion de ces montants dans le budget total des groupes, il n'est pas possible de connaître l'importance concrète de ces sources de financement pour les groupes.

Financement : les sources provenant du gouvernement du Québec

Les groupes reçoivent deux types de financement en provenance du gouvernement du Québec : le financement des projets ou des services qui ont une durée limitée, qui doit être renouvelé et qui répond davantage aux priorités du gouvernement qu'à celles des groupes. L'autre type de financement est le financement à la mission globale, qui est récurrent et qui permet de couvrir les salaires de base, le loyer et les activités de base qui correspondent à la mission de l'organisation. Ce dernier représente une source de financement plus stable et permet un meilleur contrôle des activités de l'organisation.

Les groupes se retrouvent dans une position précaire en matière de financement provenant du gouvernement du Québec : 41 % (52 groupes participants sur 107) déclare que le financement par projet ou service représente plus de la moitié de leur budget. En même temps, pour 56,6 % (56 des 99 groupes participants) des groupes, le financement à la mission globale représente moins de la moitié de leur budget.

Depuis 2003, les groupes ont plus de difficulté à assurer le financement à la mission globale : des 99 groupes participants, 60,6 % (60 groupes) ont commencé à recevoir un financement en appui à la mission globale avant 2003. Ceci est dû au caractère limité des montants alloués à la mission globale au cours des dernières années.

Financement : l'éligibilité au financement à la mission globale par le gouvernement du Québec

Un très fort pourcentage des groupes n'a pas déposé de demande pour obtenir cette source de financement dans les trois dernières années : 80,7 % des 119 groupes participants (96 groupes) n'ont pas déposé de demande de financement à la mission globale durant cette période. Plusieurs de ces groupes semblent manquer d'information à propos de l'existence de ce type de financement. Parmi les 106 groupes qui ont exprimé, au départ, un intérêt à obtenir plus d'informations sur les critères nécessaires pour prétendre au financement à la mission globale par le gouvernement du Québec, 71,6 % (76 groupes) semblaient correspondre aux critères requis pour ce type de financement, après avoir répondu à une série de questions sur l'admissibilité. Parmi ces 76 groupes, 30 travaillent avec des communautés ethno-culturelles.

Il existe un défi particulier pour les groupes ethno-culturels afin qu'ils puissent recevoir un financement à la mission globale. Lorsque ces groupes n'identifient pas spécifiquement leur travail en tant qu'«intégration à la société québécoise », ils semblent avoir de la difficulté à obtenir du financement du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Lorsqu'ils identifient leur travail à un groupe ethno-culturel spécifique, ils font face à une résistance des bailleurs de fonds qui sont réticents à financer des populations spécifiques (RIOCM, 2008).

Réseaux

Plusieurs groupes semblent être actifs au sein de réseaux. Alors que certains groupes appartiennent à un seul réseau, la plupart des groupes ont indiqué appartenir à deux ou trois réseaux. Sur un total de 290 groupes, 75,2 % (218 groupes) ont indiqué faire partie d'un premier réseau, 55,5 % (161 groupes) d'un second réseau, et 41,4 % (120 groupes) d'un troisième réseau. Le plus haut taux de participation est au sein de réseaux régionaux (rapporté 153 fois), et de réseaux anglophones (rapporté 97 fois). La participation aux réseaux pan-québécois a été rapportée 73 fois. 68 % des 357 réseaux mentionnés font partie du secteur communautaire francophone plus large.

Le taux de réponse relativement peu élevé concernant la participation aux réseaux pan-québécois (73 réponses comparativement à 225 réponses concernant l'implication dans des réseaux locaux ou régionaux) soulève des questions sur l'existence d'un leadership adéquat de groupes, parmi les groupes communautaires anglophones, bilingues et ethno-culturels, au sein des réseaux ayant une influence sur les prises de décisions et les politiques. Ces conclusions témoignent du besoin de recherche-action supplémentaire à ce sujet.

IMPLICATIONS DE CETTE RECHERCHE

En réponse à ces nouvelles données, le COCo a mis en place une série d'actions spécifiques au cours des trois dernières années. Ce qui suit est un résumé de certaines de ces actions.

Le COCo a conçu une carte Google, qui a permis aux groupes d'y inscrire leurs coordonnées et un résumé de leurs activités, leur permettant ainsi d'avoir une présence sur le web. Cette initiative se voulait une réponse au fait que seulement 23 % des 559 groupes identifiés lors de la première année du projet In the know/En savoir plus avaient indiqué avoir accès à un site internet. Les statistiques finales démontrent que 34 % des groupes n'ont pas de site internet (99 groupes sur 290). Au total, 249 des 290 groupes participants se sont joint à cette carte Google. Voir : https://maps.google.ca/maps/ms?ie= UTF8&hl=en&msa=0&msid=103546236201983514608.0004704004b59e3619c25&z=7

Le COCo a continué de fournir de l'information aux groupes au sujet du financement du gouvernement du Québec. Plus précisément, des sessions de consultation gratuite (info-COCo) leur ont été offertes afi d'expliquer les exigences du financement et des "e-notes" (parties informatives) sont disponibles dans le bulletin électronique mensuel du COCo - (http://coco-net.org/current-e-bulletin).

Le COCo a partagé les nouvelles données avec l'équipe gouvernementale lors d'une rencontre du Comité interministériel[3] en janvier 2011 et plus informellement lors de l'événement du SACAIS à l'automne 2011. Les nouvelles données ont aussi été présentées 10 fois aux groupes communautaires et aux événements de réseautage reliés au travail du COCo. En avril 2010, en partenariat avec le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)[4], le COCo a organisé une session d'information sur l'histoire et le contexte actuel du financement provenant du gouvernement du Québec.

3. Un comité du gouvernement du Québec qui regroupe les représentants des ministères qui financent l'action communautaire (à travers l'application de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire)

4. Pour une description et un lien vers le RQ-ACA, voir l'Annexe XXI : Liste des acronymes et définitions dans le rapport final complet. (Voir : lien vers le rapport final)

Finalement, le COCo a présenté les données de recherche lors des conférences de 2010, 2011 et 2012 de l'Action francophone pour le savoir (ACFAS). Un article portant sur la première année a été publié dans le *Journal for Eastern Township Studies* en avril 2011 et un article cumulatif des résultats généraux de la recherche est en cours de rédaction.

Davantage d'actions sont nécessaires. Cette recherche identifie plusieurs avenues potentielles que le COCo aimerait explorer au sein de son réseau, à savoir :

Est-ce que les groupes ressentent le besoin d'une participation ou d'une collaboration plus entière de la part du secteur communautaire anglophone, ethno-culturel et bilingue afin d'assumer un plus grand leadership au sein du secteur communautaire francophone ? Comment cela pourrait-il s'articuler ?

Comment fournir plus de formation aux groupes du secteur communautaire anglophone, ethno-culturel et bilingue intéressés par le secteur communautaire francophone ?

Comment développer des liens et un dialogue plus solides entre le gouvernement du Québec et le secteur communautaire anglophone, ethno-culturel et bilingue ?

Voulons-nous avoir une idée plus précise de l'identité des membres du réseau du secteur communautaire anglophone, ethno-culturel et bilingue ? Avons-nous besoin de mieux comprendre comment ces groupes ont émergé, survécu et se sont développé ?

L'aperçu du profil de ces groupes communautaires que nous donne cette recherche met en lumière la riche diversité et l'histoire de cette composante du secteur communautaire québécois. Existe-t-il un intérêt à documenter l'histoire et la contribution du secteur anglophone, bilingue et ethno-culturel au développement général du secteur communautaire québécois et à l'action sociale au Québec ?

Pour obtenir une copie complète du rapport, cliquez sur le lien suivant : http://coco-net.org/in-the-know-final-report/

RÉFÉRENCES

Blumel, S. et Ravensbergen, F. (2011). In The Know: Preliminary results of a study on the relationship between community groups serving the English-speaking, bilingual and ethno-cultural communities of Quebec and the Government of Quebec. Journal of Eastern Township Studies Spring 2011(36): 119-185.

Jordan, S. (2003). "Who stole my methodology?" Co-opting PAR. Globalisation, Societies and Education **1**(2): 185-200.

McMillan, J. H. (2004). Educational research. Toronto: Pearson Education.

Reason, P. et Bradbury, H. (dir.). (2006). Handbook of action research. Thousand Oaks: Sage Publications.

RIOCM (Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal) (2008). Rapport de la démarche de réflexion sur l'inclusion et les relations interculturelles. Montréal: Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal.